

Urbanisme / Aménagement

Roland Castro met la banlieue au centre de son projet de Grand Paris

Dans le cadre de sa candidature à l'élection présidentielle de 2007, l'architecte urbaniste Roland Castro a donné le 18 mai 2006, en compagnie de Georges Sarre (MCR) et de Jean-Luc Roméro (UMP), une conférence de presse sur le thème du Grand Paris. Son idée : mettre le pouvoir au milieu des banlieues.



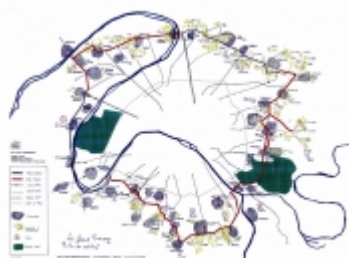
Six mois après les émeutes de novembre 2005, Roland Castro estime qu'il est temps de penser radicalement les rapports du centre à la périphérie, de déplacer le regard, aujourd'hui obsédé de centralité archaïque, au profit de la

construction d'une centralité périphérique et de le faire avec l'Etat qui donne l'exemple. Sa solution : déplacer les ministères régaliens au Nord et les ministères techniques et culturels à l'Est et au Sud. Par exemple, l'Elysée et Matignon à Saint-Denis, la place Beauvau (Intérieur) à Rosny-sous-Bois ou encore la rue de Valois (Culture) à Vitry, là où le premier musée d'art contemporain de "banlieue" a eu tant de mal à voir le jour. *"On passe de Galilée à Copernic : le Gouvernement au milieu du Peuple"*, explique l'initiateur de 'Banlieues 89', qui prône ainsi *"la fabrication de l'urbanité entre le tram et l'A86, la création d'une vraie mixité et la lutte contre l'apartheid urbain"*.

D'ailleurs, dit-il, *"plus les quartiers sont moches, plus il faut donner les raisons d'attraction publique et de mixité sociale"*. Le cas du président du TGI, qui s'est offusqué à l'idée d'implanter le nouveau tribunal sur le site de Masséna, en bordure du périphérique alors que cela serait *"autrement plus économique"* que de l'installer sur le site de Tolbiac est, à ses yeux, symptomatique de ce déséquilibre. De fait, l'idée de déplacer tout l'appareil d'Etat vers la périphérie, autrement dit vers les banlieues, *"de fabriquer une nouvelle attractivité de la périphérie"* participerait *"d'une autre manière de voir les choses"*. *"Il faut mettre le pouvoir au milieu des banlieues ; le pouvoir et le peuple étant actuellement coupés l'un de l'autre"*, constate le candidat à la prochaine élection présidentielle.

Dans ce cadre, la *"décentralisation"* des directions des administrations centrales permettrait de libérer un foncier considérable dans Paris, lequel peut être utilisé, pour un tiers, au renforcement de la mixité sociale dans la capitale. L'argent dégagé serait utilisé utilement ; *"contrairement à la privatisation des autoroutes, lesquels ont été bradées"*. Concrètement, selon lui, cette manne permettrait de fabriquer le Grand Tram, reconstruire tous les ministères, 30.000 logements sociaux en périphérie, 80.000 logements étudiants, les bâtiments du service public du médicament sur le canal de l'Ourcq... Cette opération, *"blanche pour les finances publiques mais éclatante de couleur pour abolir la frontière du périphérique"* et supprimer ce qu'il est convenu d'appeler la banlieue serait reproductible dans les métropoles régionales ou *"difficiles"*.

Plus de proximité entre les politiques et le peuple et plus d'éthique dans l'art de



gouverner sont les deux "*grandes causes nationales*" du candidat Roland Castro. L'éthique serait par exemple de "*corriger fortement*" le train de vie des dirigeants et autres énarques. "*Nous sommes dirigés par des gens qui demandent des sacrifices aux plus fragiles, qui n'en demandent, au contraire, aucun à eux-mêmes ; qui feraient bien de méditer l'exemple du Canada qui a annulé sa dette en commençant par le gouvernement et son train de vie, par les nantis plutôt que par les pauvres*", explique-t-il. Comme les rois de France avant lui, le président perdrait tous ses privilèges, "*aurait une maison à taille humaine ; il ouvrirait lui-même sa porte*". Bref, selon lui, l'histoire avec un grand H pourrait se répéter (Etats Généraux de l'Education, de l'Emploi, de la Ville, abolition de privilèges). Lire à ce sujet La France perd du temps, vive la révolution fraternelle.

Pour promouvoir le Grand Paris, Roland Castro suggère que l'attractivité de cette actuelle périphérie passe par une politique de grands travaux, notamment le développement des moyens de transport tels que le projet de Grand tram et le développement des activités fluviales. Néanmoins, "*le tram et le bateau ne sont pas que des moyens de transport ce sont aussi des moyens poétiques*", dit-il. Au plan urbanistique et architectural, il propose de démolir un peu moins et remodeler un peu plus, une idée développée dans un ouvrage intitulé (Re)Modeler/Métamorphoser, co-écrit avec Sophie Denissof. "*Remodeler, voire métamorphoser, est un événement heureux alors que la démolition et la construction sont horriblement douloureux : la table rase n'est pas la meilleure idée urbaine, c'est une idée foncière... Chaque fois que c'est possible le remodelage est à tenter. Il permet de penser la mutation du quartier, autorise qu'on puisse imaginer une évolution pouvant déboucher sur une banalisation des lieux décrits jusque là*", dit-il. (Lire à ce sujet Banlieues : Castro-Denissof sont convainçants ; il n'y a pas de fatalité).

Cette idée ambitieuse de Grand Paris, "*en apparence décoiffante*", est saluée par Georges Sarre qui s'est vu rajeunir. "*A l'époque, j'avais déposé un projet de loi à l'Assemblée Nationale sur le Grand Paris. Tous me disaient 'Ton projet est super, mais c'est pas le moment'*", explique le maire du XI^{ème} arrondissement de Paris.

Lors de la conférence Jean-Luc Roméro, Conseiller régional d'Ile-de-France a déploré à plusieurs reprises le manque d'ambition du Paris "*petit*", "*étriqué*", la plus petite capitale en superficie d'Europe. Citant l'exemple des tours, il regrettait de ne pouvoir en trouver qu'à La Défense ou à Bagnole, par exemple, pour se rendre compte de la modernité. Il a profité d'ailleurs de l'occasion pour inviter Georges Sarre à faire entendre cette idée aux Verts. "*Des tours HQE ça existe !*", a-t-il assené. Et Jean-Luc Roméro de conclure que dans le débat autour des tours la question n'est pas d'éliminer le haussmanien. "*Le PLU, voté par la municipalité, nous oblige à construire une ville musée où on ne peut rien faire*", dit-il.

La première victoire n'est-elle par, pour l'architecte, d'être parvenu à réunir ainsi autour de lui deux hommes opposés politiquement ? "*Il y a l'idée des grandes causes nationales au-delà des clivages et surtout le projet d'avoir des projets. Pour le moment ce pays n'a pas de projet. Il est très malheureux car il est en désaccord avec ce qu'il y a sur ses frontons. Le coq gaulois fait la gueule. Il y a un besoin d'inventer une fierté nouvelle d'être ensemble*", assure Roland Castro. Et d'ajouter : "*il faut*

construire, les Français en ont marre des réflexes partisans absurdes. La question de la métropole c'est capital. Il y a une histoire de la république métissée. Ce système hyper monarchique, un président élu et par miracle tout doit découler de son élection, a montré ses limites", dit-il. Roland Castro se fait le chantre de ce qu'il appelle "la politique de l'amitié". Autrement dit, "celle où on se fait confiance, sans préparation, sans nécessairement être dans le même camps politique. J'ai du respect pour les gens de conviction, de position et non de positionnement", a-t-il conclu.

(1) Créateur d'une structure d'intervention et de réflexion sur les banlieues à l'origine de l'opération «*Banlieues 89*» et créateur du MUC (Mouvement de l'utopie concrète).